



ROYAUME DE BELGIQUE

Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
chargé de la Lutte contre la fraude fiscale
et Ministre de la Coopération au développement

D5.1 – Aide Humanitaire

Votre personne de contact:
Claire Terlinden
Tel: 02 501 30 99
E-mail: claire.terlinden@diplobl.fed.be

Liesbeth Goossens
Directrice du département Programme et
Plaidoyer a.i
60 Rue des Quatre-Vents
1080 Bruxelles, Belgique

votre communication du	vos références	nos références	date
24/02/2020		D5.1/ct/HUM.04.03.01/2020.10/3893/1 à mentionner dans toute correspondance	

Objet: Programmes humanitaires (AB 14 54 51 35.60.26) - Budget 2020 – Oxfam-Solidarité – « Reducing disaster risks and losses by promoting inclusive and localised humanitarian systems in DRC and Tanzania » - 2.706.503 EUR – PG/2020/10

Madame,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement belge, à travers son Service Public Fédéral Affaires Etrangères – Direction Générale de la Coopération au Développement (DGD), a décidé d'octroyer à Oxfam-Solidarité, un subside de 2.706.503 EUR, sous les Termes et Conditions repris ci-dessous, pour financer l'intervention humanitaire suivante :

« Reducing disaster risks and losses by promoting inclusive and localised humanitarian systems in DRC and Tanzania » - 2.706.503 EUR

Vous trouverez en annexe copie de l'arrêté ministériel vous octroyant ledit subside sur base de :

- La loi du 19 mars 2013 relative à la Coopération belge au Développement, dans sa version en vigueur au 6 mars 2020 ;
- L'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif à l'Aide humanitaire, dans sa version en vigueur au 6 mars 2020.

Termes et conditions du subside

1. Conditions de paiement

- 1.1** Le paiement de cette contribution se fera sur le compte en banque suivant de l'ASBL Oxfam-Solidarité :
- Banque : BNP Paribas
 - Boulevard Anspach, 3, 1000 Brussels
 - SWIFT : GEBABEBB
 - IBAN: BE49 0012 0142 0071
- 1.2** La contribution sera payée en deux tranches :
- a) La première tranche de 2.029.877,25 EUR (75%) sera mise en paiement dès réception :
- de votre accord écrit sur les présents "Termes et conditions", adressé au Directeur général de la DGD (à l'attention de D5, Direction Aide Humanitaire et Transition) - Rue des Petits Carmes, 15 - 1000 Bruxelles;
 - d'une déclaration de créance d'un montant de 2.029.877,25 EUR, **envoyée électroniquement à l'adresse invoice@diplobel.fed.be**.
- Une version électronique de ces deux documents sera également transmise au gestionnaire administratif (personne de contact mentionnée en en-tête de la présente lettre).
- b) Le solde de 676.626 EUR (25%) sera mis en paiement, au plus tôt à la fin du neuvième mois de mise en œuvre du programme, dès réception :
- d'un rapport intermédiaire et de la preuve que 75% de la première tranche, soit 1.522.407,94 EUR, ont été dépensés, adressés au Directeur général de la DGD;
 - d'une déclaration de créance d'un montant de 676.626 EUR, **envoyée électroniquement à l'adresse invoice@diplobel.fed.be**.
- Une version électronique de ces deux documents sera également transmise au gestionnaire administratif.
- 1.3** La demande de subside pour le programme « **Reducing disaster risks and losses by promoting inclusive and localised humanitarian systems in DRC and Tanzania** », complétée par toute information technique demandée en sus par l'administration, la présente lettre, votre réponse marquant votre accord aux présents "Termes et conditions", ainsi que la déclaration de créance constitueront la "convention spécifique" régissant les modalités de la présente opération.

2. Administration de la contribution

- 2.1** Le démarrage de l'opération, d'une durée maximale de 24 mois, est fixé au 1^{er} juin 2020, date proposée par Oxfam-Solidarité dans sa demande de subvention, à la condition impérative que cette date soit postérieure à la date de la signature de l'arrêté ministériel octroyant le subside.

Si l'arrêté ministériel octroyant le subside est postérieur à la date fixée dans la demande de subvention, c'est la date de signature de l'arrêté ministériel qui déterminera le démarrage des opérations.



2.2 Cette opération devra respecter les prescriptions de la loi du 19 mars 2013 relative à la Coopération belge au Développement ainsi que celles de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif à l'Aide humanitaire, dans leur version en vigueur au 6 mars 2020.

2.3 Elle devra en outre se faire conformément à la demande de subvention complétée par les informations techniques demandées en sus par l'administration. L'utilisation de la contribution belge devra ainsi être conforme aux objectifs prévus dans ce dossier ainsi qu'au budget repris ci-dessous.

2.4 Le budget de l'opération se présente comme suit :

	Tanzania	RDC	Total
Goods and services delivered to beneficiaries	629,780	566,144	1.195.923
Food security related goods and services		23.818	23.818
Water and sanitation related goods and services		180.809	180.809
Disaster Risk Reduction related goods and services	343.866	145.989	489.855
Cash 4 Work / Cash distribution program (vouchers)		115.818	115.818
Planification, follow up and evaluation workshops	24.000	35.382	59.382
Capacity building related goods and services	205.767	27.000	232.767
Mainstreaming related goods and services	56.147	37.327	93.474
Equipment	7.352	13.691	21.043
Durable equipment (>500EUR)	7.352	6.418	13.770
Other		7.273	7.273
Human Resources	518,196	485,091	1.003,287
Local Staff	446.256	419.124	865.380
Expatriates staff	61.265	65.967	127.232
Staff training costs (Oxfam and partner)	10.675	-	10.675
Running costs	100,976	177,002	277,978
Running costs of vehicles	10.958	20.818	31.776
Travel costs	51.114	32.364	83.477
Communication, visibility, information	13.717	36.736	50.454
Buildings: rents and utilities	16.863	53.091	69.954
Supplies and materials	8.323	8.038	16.362
External services		25.955	25.955
Other operational costs	33,160	34,015	67,175
Bank and transfer costs	1.711	5.515	7.226
Evaluation/Audits	18.500	18.500	37.000
HQ Mission cost	9.500	10.000	19.500
Others	3.449		3.449
TOTAL DIRECT COSTS	1,289,464	1,275,942	2,565,405
Indirect costs (5,5 %)	70,921	70,177	141,097
GRAND TOTAL	1,360,384	1,346,119	2,706,503



- 2.5** Si la bonne exécution du programme le requiert, l'organisation peut déplacer au maximum :
- 15% du montant des rubriques budgétaires générales entre elles;
 - 15% des rubriques budgétaires entre objectifs spécifiques;
 - 15% des rubriques budgétaires entre pays.

Toute modification de plus de 15% des grandes rubriques du budget approuvé devra préalablement recevoir l'accord écrit du Directeur général de la DG D.

- 2.6** La durée du programme humanitaire est fixée à 24 mois. Une seule demande de prolongation de maximum 6 mois, clairement justifiée, peut être introduite auprès du Directeur de la Direction Aide Humanitaire et Transition (D5) de la DG D.
- 2.7** Toute demande de modification des objectifs, de la zone de mise en œuvre ou des résultats devra préalablement recevoir l'accord écrit du Directeur de la Direction Aide Humanitaire et Transition (D5) de la DG D.
- 2.8** Tous les frais qui excèdent le montant octroyé pour le financement du présent programme, y compris les frais inhérents au taux de change, sont à charge d'Oxfam-Solidarité.
- 2.9** Pour tous les achats effectués de plus de 30.000 EUR HTVA, tant localement que dans l'Union Européenne ou dans la région, trois firmes au moins auront été consultées et l'offre économiquement la plus avantageuse sera retenue. La preuve de cette consultation devra être jointe au décompte justifiant l'utilisation de la subvention.
- 2.10** La propriété des biens achetés sur le financement du programme sera transférée au partenaire local. Si l'administration l'a autorisé explicitement, une autre organisation humanitaire en charge de la continuité des activités mises en œuvre dans le cadre dudit programme peut obtenir la propriété à la fin réelle du programme.
- 2.11** Toute cession de créance relative à ce subside est interdite.
- 2.12** Oxfam-Solidarité veillera, dans la mise en œuvre du programme humanitaire, à assurer la mise en œuvre de sa politique de.

3. Justification et rapportage

3.1 Rapport intermédiaire

Au minimum 9 mois après le début de la mise en œuvre du programme, un rapport intermédiaire comprenant les documents suivants sera transmis à l'administration:

- 1° un rapport narratif axé sur les résultats, qui élabore les éléments suivants:
- a) une mise à jour des indicateurs qui permettent d'évaluer dans quelle mesure les résultats ont effectivement été réalisés;
 - b) une description détaillée des activités mises en œuvre et des résultats obtenus;



- c) une description des activités qui ont dû être abandonnées ou modifiées ainsi que les raisons de ces changements;
- 2° un aperçu des revenus et des dépenses du programme par poste budgétaire et par objectif spécifique sur base des états comptables.

3.2 Rapport final

Six mois après la fin de l'opération au plus tard, l'utilisation de la subvention faisant l'objet de la présente lettre devra être justifiée par la production d'un rapport final qui comprend les documents suivants:

- 1° un rapport narratif axé sur les résultats, qui élabore les éléments suivants:
 - a) une mise à jour des indicateurs qui permettent d'évaluer dans quelle mesure les résultats ont effectivement été réalisés;
 - b) une description détaillée des activités mises en œuvre et des résultats obtenus;
 - c) une description des activités qui ont dû être abandonnées ou modifiées ainsi que les raisons de ces changements;
 - d) un récapitulatif des demandes d'avenant à la convention de base passée avec l'administration et les raisons qui les sous-tendent;
 - e) un récapitulatif des leçons issues d'éventuelles problématique de fraude ou de corruption ainsi qu'une explication de la manière dont elles seront intégrées dans les procédures de l'organisation.

- 2° un rapport financier présentant un aperçu des revenus et des dépenses du programme par poste budgétaire et par objectif spécifique sur base des états comptables.

Ce rapport communiquera en outre le montant total des financements obtenus pour ce programme, en ce compris les éventuelles contributions d'autres bailleurs de fonds.

Rapport et compte seront certifiés "sincère et complet" par la personne physique habilitée à signer au nom de votre organisation.

- 3° une évaluation finale sur l'utilisation de la subvention;
- 4° un rapport d'audit externe.

A titre informatif une version électronique de ces documents sera également transmise au gestionnaire administratif (personne de contact mentionné en tête de la présente lettre).

- 3.3** Le partenaire s'engage à informer la DGD en cas (suspicion) de fraude ou de corruption active ou passive ainsi que les mesures qu'il a mis en œuvre pour atténuer et remédier aux éventuels problèmes identifiés.
- 3.4** Les rapports de l'audit externe et de l'évaluation interne ou externe seront envoyés en même temps que le rapport narratif final.
- 3.5** Les pièces justificatives originales relatives aux dépenses effectuées dans le cadre du présent subside sont tenues à la disposition du Service Public Fédéral



Affaires Etrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, et de la Cour des Comptes, au siège d'Oxfam-Solidarité ;
Une copie de tous les extraits bancaires (classés chronologiquement) du compte bancaire spécifique sera jointe à cette comptabilité.

- 3.6** Tous les rapports justificatifs requis seront envoyés officiellement, à l'adresse postale suivante:

SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement
DG D, D5 - Direction Aide Humanitaire et Transition
Rue des Petits Carmes, 15
1000 Bruxelles

A titre informatif, une version électronique de ces documents sera également transmise au gestionnaire administratif.

- 3.7** Les responsables d'Oxfam-Solidarité et les responsables locaux devront pouvoir fournir aux représentants de l'Ambassade de Belgique toutes les informations concernant l'utilisation des fonds issus du présent subside, ainsi que sur l'état d'avancement de l'intervention précitée.

4. Interprétation et litiges

- 4.1.** Tout litige concernant l'interprétation ou la mise en œuvre de cette contribution sera réglé via une négociation ou tout autre moyen non-judiciaire en ce inclus l'arbitrage. Si, à tout moment, l'une des parties considère que l'objet de cette lettre-convention ne peut plus être exécuté de manière efficace ou appropriée, le présent accord peut être résilié à l'initiative de chacune des parties avec notification d'un préavis de trois mois. Néanmoins, les obligations contractuelles entre le partenaire (Oxfam-Solidarité) et des tiers, préalables à la réception de cette résiliation, ne seront pas affectées par cette résiliation.

5. Visibilité

- 5.1.** En ce qui concerne la visibilité à accorder à cette opération, et pour autant qu'elle ne mette pas en danger la mise en œuvre d'une action humanitaire impartiale, neutre et indépendante, l'accès aux bénéficiaires ou la sécurité de ceux-ci ou des acteurs humanitaires mêmes, la contribution du gouvernement belge devra être clairement mentionnée tant au niveau des populations assistées, des autorités locales et des autres bailleurs de fonds qu'au niveau des médias au sens large (dans toutes les communications concernant cette opération à la radio, la télévision, la presse écrite, internet, etc.). Les emballages et caisses contenant les fournitures destinées à la population-cible de l'opération devront porter la mention "Don du Gouvernement belge". Cette inscription devra aussi être libellée dans la langue des bénéficiaires.
- 5.2.** Si jugé opportun, afin d'assurer la visibilité de ce financement sur les sites web de la coopération au développement belge et du partenaire, ce dernier s'engage à fournir un bref communiqué de presse à envoyer à P&C3@diplobel.fed.be et chris.simoens@diplobel.fed.be, avec le gestionnaire de dossier à D5.1 en copie.



6. Correspondance

Les bureaux responsables pour toute communication sont :

Pour Oxfam-Solidarité
Liesbeth Goossens
Directrice du département Programme
et Plaidoyer a.i
60 Rue des Quatre-Vents
1080 Bruxelles, Belgique

Pour la Belgique
Service D5.1 – Aide Humanitaire
DGD
SPF Affaires Etrangères

Veillez agréer, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.



Alexander De Croo

Annexe(s): Copie de l'Arrêté Ministériel.

